

De Seattle au G 20 de Montréal  
La mondialisation est-elle remise en cause ?

Note pour une conférence publique  
École polytechnique de Montréal.

Jean-Louis Roy  
Montréal  
23 novembre 2000

Monsieur le Président,

Le chantier de la mondialisation s'est manifestement ralenti durant cette première année du millénaire. De la rencontre de Seattle, en novembre 1999, marquée par l'arrêt brutal et imprévu de la négociation commerciale multilatérale à la réunion du G 20 à Montréal, en octobre dernier marquée par la nécessité de prévenir les effets de l'instabilité du marché financier mondial et celle d'adapter les institutions internationales, son rythme s'est modéré, sa critique a fédéré des forces nouvelles et ses "fondamentaux" ont été remis en cause par de nombreux acteurs, nationaux et internationaux.

L'euphorie a cédé la place aux "*Globalisations blues*" selon un titre récent de *The Economist*. Je me propose de rechercher les causes de cette mutation en explorant avec vous les fondements même de la mondialisation, les gains et les chocs qu'ils ont apportés à notre monde.

## I *Des avancées scientifiques et technologiques.*

Les avancées scientifiques et technologiques qui ont rendu possible la mondialisation constituent des acquis majeurs dont les impacts dans le monde sont colossaux.

Ils ont :

- (a) Transformé la géopolitique et produit une nouvelle configuration globale entre les nations et les régions du monde;
- (b) Forcé la redéfinition des intérêts nationaux ;
- (c) Rendu possibles de nouveaux rapports financiers et commerciaux entre les partenaires économiques au plan mondial ;
- (d) Bouleversé les choix d'investissement publics et ceux présidant aux politiques fiscales ;
- (e) Drainé avec une force sans précédent les ressources financières et humaines, à l'échelle de la planète ;
- (f) Créé les conditions d'une extraordinaire concentration d'un grand nombre de sociétés dont la capitalisation équivaut ou dépasse le produit national brut d'une majorité des pays du monde ;
- (g) Fait apparaître la nécessité d'une refonte et d'un enrichissement du droit public et privé, national et international ;
- (h) Propulsé le savoir à l'avant scène de l'économie, du commerce et de la finance.

Colossales, ces mutations s'expliquent par l'ampleur des champs nouveaux ouverts à l'expérimentation et à l'intervention humaines, ces macrocosmes infinis : le virtuel, le génomique, le spatial dont les dimensions apparaissent incalculables.

Incalculables aussi les questions éthiques en découlant, questions qui, selon les termes d'une appréciation récente du Président Clinton, apparaîtront "*rudimentaires*" comparativement à celles qui surgiront "*des choses à venir*".

Bref, les avancées scientifiques et technologiques récentes ont modifié en profondeur la vie des hommes et l'organisation des sociétés, selon le titre du dernier ouvrage d'Anthony Giddens. Elles ont élargi la négociation commerciale mondiale à des domaines inédits, de la sécurité des investissements à la culture en passant par l'éducation ; creusé l'écart entre les sociétés avancées et "celles non-membres de l'économie mondiale" selon l'expression de l'O.C.D.E. ; fait apparaître la prépondérance chronologique et structurelle des États Unis s'agissant des composantes de la nouvelle configuration mondiale.

Ces positionnements nouveaux produisent des amalgames douteux, secrètent des appréhensions fondées, des positionnements stratégiques inédits dans la phase actuelle de la mondialisation.

**Le ralentissement de la mondialisation trouve peut être une première explication dans la différenciation du temps scientifique et technologique, du temps "social" et du temps humain.** Cette différenciation n'a pas la même portée pour les sociétés avancées non-américaines et les sociétés en développement. Mais partout s'agrandit une fracture culturelle sans précédent entre les représentations coutumières de l'univers et de la vie produites dans la très longue durée et les nouvelles explications de l'univers et de la vie évoluant à un rythme accéléré dans la très courte durée. Déjà en 1993, dans une intervention fameuse, Samuel Huntington avait évoqué les effets

d'une telle fracture. Il s'agissait pour lui d'une éventuelle confrontation à venir entre l'Occident et l'Islam. J'estime que cette hypothèse des écarts est beaucoup plus vaste. Elle se vérifie en Occident même, et avec un retentissement plus considérable hors de l'Occident.

Cette fracture n'est pas sans précédent.

Mais ce qui est nouveau, c'est le caractère global de ses effets, aucune société n'est épargnée ou protégée ;

Ce qui est nouveau, ce sont les domaines multiples où elle se laisse voir, les regroupements internationaux qu'elle suscite et les craintes fondées au nom qu'elle génère ; domaines, regroupements et craintes rendus possibles par l'instrumentalité technologique mondialisée ;

Ce qui est nouveau aussi, c'est le changement de nature des objets scientifiques et technologiques eux-mêmes. Ces derniers ne sont plus des outils d'accompagnement, des instruments certes puissants mais limités comme ils le furent durant des millénaires. Ils acquièrent des formes d'autonomie dans l'analyse et l'intervention qui bouleversent déjà et bouleverseront davantage dans l'avenir la représentation de l'Homme et de l'Univers, de l'homme dans l'univers.

Quand Karl Jaspers écrivait son célèbre ouvrage consacré à *"La bombe atomique et l'avenir de l'Homme"*, fin des années 40, il évoquait toujours un monde dual : d'un côté la puissance inventive de l'esprit humain, de l'autre sa maîtrise de ce qu'il inventait. Or si cette distinction est toujours opérationnelle, elle s'estompe lentement et inexorablement.

Nous voilà situé désormais dans le "*post human world*" selon Jaron Lanier, dans cet "*age des machines spirituelles*" selon le titre de l'ouvrage troublant de Kurzweil Ray. Cette situation fait l'objet au quotidien d'informations multiples. Je ne citerai qu'un seul exemple : les travaux des chercheurs des laboratoires d'Almadem de la société I.B.M. publiés dans le dernier numéro de *Nature*. Ces travaux concernent la faisabilité de circuits électroniques infiniment petits et infiniment puissants tirant leur énergie d'un jeu de mirage donnant à l'image de l'atome dédoublé certaines des propriétés de l'atome original. Nous voici en présence d'une structure autonome qui ne serait jamais en panne d'énergie et dont les capacités pourraient être quasi illimitées. Finis les circuits d'alimentation électrique, les recharges de piles, les systèmes de refroidissement... Éric Drexler a décrit ces nouvelles machines autonomes dans *Engines of creation*.

Nos amis marxistes nous ont laissés quelques expressions utiles dont celle de *saut qualitatif* qui vient spontanément à l'esprit devant de telles mutations de l'instrumentalité technologique devenue créative. On ne s'étonne pas de voir cette dernière soumise à l'examen critique des scientifiques eux-mêmes inquiets du "totalitarisme" que ces mutations génère, soumise aussi à l'examen critique des philosophes qui cherchent à en dégager la signification. L'un des plus célèbre d'entre eux, notre compatriote, Charles Taylor, y voit l'un des fondements du "*malaise de la modernité*".

Les acquis scientifiques et technologiques, faut-il le rappeler n'ont pas comme seul objet la création de réseaux mondiaux et interactifs de communication entre les hommes et les sociétés. Cette fonction est acquise et ses évolutions à venir connues. Leurs applications débordent ce champ déjà immense. Elles

plongent loin leurs effets s'agissant de la maîtrise de la matière et de la vie dont les distinctions sont d'ailleurs de plus en plus tenues. Elles éclairent de plus les macrocosmes identifiés précédemment du côté de l'infiniment petit et de l'infiniment grand, de l'univers, de la matière et de la vie. Elles les lient d'ailleurs d'une manière saisissante tant l'explication de la vie, de ses origines et de ses composantes pourraient trouver réponse dans l'explication de l'univers.

Voilà un grand chantier ouvert à l'école, de la plus élémentaire à la plus spécialisée : inscrire dans le savoir et la culture des nouvelles générations les prodigieuses mutations du monde, rapprocher le temps scientifique et technologique, le temps social et le temps humain et proposer des médiations entre les représentations archaïques du monde et celles, émergentes, de ces nouvelles données scientifiques et technologiques.

## II *Des avancées de l'économie de marché.*

Les mouvements scientifiques et technologiques évoqués ci-avant ont connu une accélération continue en parallèle convergent avec les spectaculaires avancées de l'économie de marché depuis une décennie. Ces avancées peuvent être résumées comme suit :

- (a) Ralliement quasi universel à l'économie de marché de ceux qui, avant 1990, participaient à une autre vision du développement, celle du centralisme démocratique, cette forme avancée du socialisme ;

- (b) Coalition puissante d'institutions multiples et de regroupements nombreux, publics et privés, visant à conforter l'économie de marché, à l'imposer comme seule conception de la croissance, du développement étendue à l'ensemble des sociétés humaines et clarification de ses fondamentaux devenus les critères obligés des négociations internationales les plus déterminantes ;
- (c) Impressionnante redéfinition de la politique américaine dont John Gibbons nous a donné une analyse exhaustive dans l'un des ouvrages les plus importants des dernières années : *This gifted age*.

En quelques mois décisifs au tout début de la dernière décennie du dernier siècle, la conception du centralisme démocratique a imposé. La fin du grand match idéologique a été si soudaine, si imprévue, si vertigineuse qu'elle a dissimulé des pans entiers de ce qui était désorienté par une décomposition aussi globale et précipitée des équilibres du monde. On pense ici notamment :

- Au leadership politique mondial allégé du dualisme Est-Ouest qui l'avait cadastré depuis près d'un siècle ;
- À l'architecture des pactes de sécurité si étroitement dépendant de ce dualisme ;
- À la culture et aux modes de fonctionnement ou de disfonctionnement des Organisations internationales, politiques ou financières ;
- Aux rapports Nord-Sud, hier champs de bataille des puissances et ramenés aujourd'hui à des dimensions plus prosaïques notamment commerciales.

Dans l'euphorie des premières années qui ont suivi l'effondrement de l'Empire soviétique, ces questions structurelles ont été comme voilées par l'immense surface des questions événementielles et existentielles bouleversant le destin de centaines de millions de personnes, et celui d'un pays sur trois dans le monde. **Ces questions structurelles refont surface aujourd'hui avec force.**

La question du leadership politique mondiale est à nouveau ouverte et posée par l'Europe et par l'Asie, face à l'évidente prépondérance américaine. Hobsbawm dans sa fascinante réflexion consacrée aux *Enjeux du XXIe siècle* écrit : *"la question pour le XXIe siècle est de savoir ce qui remplacera effectivement le vieux système des puissances qui régissait le monde ?"*. Et plus avant, il évoque le destin de la Chine qui *"deviendra sans doute une grande puissance, y compris au sens militaire du terme et est certainement le seul État qui aspire à rivaliser dans l'avenir avec les États-Unis"*. **La mondialisation doit s'accommoder désormais de ses positionnements stratégiques inachevés par des "puissances virtuelles"**.

La prépondérance américaine n'est pas fortuite. Ses fondements illustrent et contredisent à la fois les "fondamentaux de la mondialisation". Cette prépondérance repose certes sur la victoire même de l'économie de marché et la puissance déjà acquise de l'Amérique. Mais elle trouve son explication plus immédiate dans la définition et le déploiement d'une politique publique audacieuse définie au début des années 90 et exploitant la nouvelle conjoncture mondiale. Cette politique publique peut être résumée comme suit :

1. Décloisonnement de la recherche militaire et de la recherche civile et transfert progressif des budgets de la première vers la seconde ;
2. Ouverture des grands laboratoires publics à la logique et aux besoins du secteur privé ;
3. Sélection stratégique des domaines d'investissement : extension de l'autoroute de l'information au plan national et notamment dans l'ensemble du réseau éducatif ; impulsion donnée aux secteurs spatial et aéronautique ; investissement massif dans la biologie moléculaire et dans les technologies de l'environnement; Internationalisation des mega-projets.

Cette politique est complétée par la mise en place d'un réseau national de Centres d'information sur les nouvelles technologies au service des petites et moyenne entreprise, le soutien au "capital long" pour l'investissement dans la recherche et le développement et enfin un ensemble de mesures fiscales, audacieuses pour les sociétés et les individus inscrivant leurs choix dans cette nouvelle politique nationale.

Au commande de la mondialisation, les États Unis en ont été les premiers bénéficiaires, comme en témoignent sa prospérité exceptionnelle depuis une décennie, sa capacité sans précédent de drainer l'épargne mondiale et sa prépondérance dans les fora mondiaux.

Certes on ne saurait réduire la mondialisation à une politique nationale américaine dont les conséquences mondiales auraient été structurantes à la fois pour l'Amérique et le monde. Mais on ne saurait non plus récuser absolument cette théorie.

D'où la volonté d'un grand nombre de s'approprier les conditions de la dynamique américaine : maîtrise des technologies de l'information, investissements dans la recherche et le développement, redéfinition de la fiscalité, et aménagement de marchés régionaux conséquents.

Bref, la conjoncture prévalant au début des années 90 et qui fut maîtrisée avec une extraordinaire célérité par Washington a considérablement évolué. Certes la logique de l'économie de marché s'est imposée partout, **mais les conditions de la concurrence mondiale se sont modifiées ou recrées à nouveau.**

Ce positionnement n'est pas théorique. Il est au cœur de la phase actuelle de la mondialisation et de son ralentissement.

Il explique notamment :

1. Les conceptions différenciées de l'Union européenne et des États Unis concernant les contenus de la négociation commerciale mondiale ;
2. Le front du refus des pays en développement qui, à Seattle, ont bloqué le lancement de la négociation du millénaire.

Jusque là, expression d'une coalition hétéroclite, (grandes fédérations syndicales américaines, rassemblements consuméristes, idéologues recyclés), la critique de la mondialisation passa à un autre niveau à Seattle. **Soudain l'économie de marché cessa d'être une force conquérante capable de tout maîtriser et de tout investir pour apparaître comme un espace commun devant faire sa place à la**

## complexité des intérêts et à la diversité de la communauté des Nations.

Comme une image de synthèse, les intérêts et les exigences de la communauté mondiale se sont substitués aux mentras de la mondialisation.

Seattle ne marque pas la fin de la mondialisation, mais bien le ralentissement d'une dynamique qui semblait jusque là sûre d'elle-même, de ses analyses, de ses moyens et de ses finalités.

Ce ralentissement a fait apparaître dans un nouvel éclairage les critiques de la mondialisation concernant notamment :

- Les faiblesses du système international et l'urgence de sa rénovation ;
- La mainmise des États Unis sur les institutions financières multilatérales ;
- Les effets réducteurs de la mondialisation sur les régimes fiscaux des États en développement ;
- La critique des politiques protectionnistes des États industrialisés.

Fait marquant du second semestre 2000, la critique a débordé le cercle prévisible des opposants. Elle est venue des responsables des grandes Organisations internationales et notamment du Secrétaire Général des Nations-Unies, des responsables de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

Bref, exhaustif, incisif, le document intitulé "*Nous les peuples*" publié en juin 2000 et signé par Kofi Annan est sans précédent

dans l'histoire des Nations-Unies, et son retentissement a été considérable.

Allégé des formules traditionnelles et des précautions diplomatiques habituelles, le document du Secrétaire Général juge sévèrement le système multilatéral et la mondialisation. Le premier lui apparaît "*caduc*", la seconde est identifiée à un "ouragan" et ses bénéfices appréciés comme suit :

- Ces derniers demeurent concentrés dans un petit nombre de pays, à l'intérieur desquels ils sont inégalement répartis. Et même dans ces pays "*les gens se demandent qui tient les rennes...*".
- Ces derniers exposent le monde "à des forces méconnues et imprévisibles" "qui peuvent, du jour au lendemain, mener à l'instabilité économique et à la ruine sociale". La crise financière asiatique de 1997-1998, en est un bon exemple.
- Ces dernières suscitent l'inquiétude d'un grand nombre s'agissant de l'intégrité des cultures et de la souveraineté des États.
- Ces dernières reposent sur une philosophie qui fait de l'indépendance du domaine économique et de l'expansion des marchés l'alpha et l'oméga du développement des sociétés.

Se posant en porte parole des *"peuples du monde"*, Kofi Annan cherche à identifier les conditions susceptibles de maîtriser *"l'ouragan de la mondialisation"* pour qu'elle devienne *"une force positive"* pour tous les peuples du monde. Il s'agit notamment de :

- Lier à nouveau le domaine économique au tissu social et politique, et en conséquence éclairer la logique de la croissance et du développement à partir de ces trois inséparables ;
- Conjuguer expansion du marché au plan mondial et objectifs sociaux en matière notamment de conditions de travail, d'environnement, de droits de l'homme et de lutte contre la pauvreté ;
- Repenser les moyens de gérer l'action commune de la famille humaine ;
- Proscrire tout positionnement hégémonique, *"aucun état ne pouvant espérer venir à bout à lui seul de la plupart des problèmes auxquels nous devons faire face aujourd'hui"* ;
- Conforter les États, leurs forces et l'efficacité des institutions nationales et adapter les institutions internationales *"aux nouvelles réalités de l'époque"*. Pour Kofi Annan, *"la faiblesse des États est aujourd'hui au nombre des obstacles à une gouvernance efficace, tant à l'échelon national qu'au niveau international"*. En conséquence, *"nous devons tout faire pour renforcer la capacité des États de gouverner et non continuer à les ébranler"*. En contrepartie, ces États, aux capacités renforcées, doivent s'ajuster au double rôle que l'exigence du temps leur confère :

Responsables envers leur population et *"gardiens de notre existence sur cette planète"*.

S'agissant de cette fonction de *"gouvernance au niveau mondial"*, Kofi Annan écarte *"le spectre d'un gouvernement mondial"* et plaide pour la démocratisation des structures de décision des Nations Unies et notamment du Conseil de sécurité. Ce dernier reflète *"la répartition du pouvoir et des alliances de 1945"* et *"sa composition ne correspond plus aux caractéristiques et aux besoins de notre monde planétaire"*. **Le ralentissement de la mondialisation trouve ici une autre explication dans la différenciation du temps scientifique, technologique et économique et du temps politique, plus précisément de celui requis pour réformer les institutions internationales.** Cette appréciation vaut aussi pour *"certains grands forums économiques"*. Enfin le Secrétaire Général plaide pour l'inclusion de nouveaux acteurs dans le domaine public international : organisme de la société civile, secteur privé de l'économie, associations scientifiques, grandes écoles et universités...

*"Lorsque l'Organisation a été créée", écrit le Secrétaire Général "les deux tiers de ses Membres actuels n'existaient pas en tant qu'États souverains et leurs populations vivaient encore sous le joug colonial. La planète ne comptait guère que 2,5 milliards d'habitants contre 6 milliards actuellement. Les barrières commerciales étaient nombreuses et les mouvements de capitaux rigoureusement contrôlés. La plupart des grandes sociétés n'étaient implantées que dans un seul pays et ne produisaient que pour le marché intérieur. Du fait de leur coût prohibitif, les appels téléphoniques transocéaniques n'étaient pas à la portée des*

















On pense notamment au Barreau des États Unis qui réclame la création d'une Commission internationale responsable des normes dans l'espace virtuel, au rapport bi-partisan présidé par Allan Metzger, l'économiste réputé de la Carnegie Millon University proposant une sérieuse réforme de la Banque mondiale et du Fond monétaire international, aux travaux commandés par la Ford Foundation et récemment publié sous le titre *Global Finance at risk, the case for international regulation*. Dans l'intervalle, des phénomènes émergent se déploient dans le monde en parallèle sinon en opposition à l'élan hier encore incontestable du multilatéralisme et de la mondialisation.

Les travaux du Sommet du Forum de Coopération économique de l'Asie-Pacifique (il y a quelques jours à peine) sont, à cet égard, éclairants :

- Dilution de l'objectif de création d'une zone de libre-échange pour 2010 pour les économies les plus avancées, et 2020 pour celles des pays les plus pauvres ;
- Division sur la relance de la négociation commerciale mondiale et sur les rôles de l'O.M.C. et du F.M.I ;
- Position ferme des pays asiatiques visant la création d'un Fond asiatique pour faire face à toute nouvelle crise économique régionale en substitution du F.M.I ;
- Maintien voir enrichissement des barrières douanières ;
- Recours à la négociation bilatérale en matière commerciale.

Tel est le bilan de la rencontre des dirigeants des vingt et un pays répartis autour des deux rives du Pacifique et qui représentent 45 % du commerce mondial et 60 % de la production mondiale.



Au lendemain de ce Sommet, la Chine proposait aux pays de l'ASEAN plus le Japon et la Corée la création d'une zone de libre-échange entre eux tous empruntant à l'Union européenne une logique de l'alternative susceptible de modifier radicalement les négociations internationales à venir.

En titrant un article récent, *Globalisation blues*, the Economist saisissait bien l'esprit du temps. Le collectif des Universités regroupées autour de la *London School of Economics* dans l'annonce de leur programme commun répondait peut-être à la *Globalisation blues* en proclamant *It's a big world. Somebody has to run it.*

Entre Seattle et le G 20 de Montréal, la mondialisation est-elle remise en cause ? Comment répondre à cette question sinon en constatant qu'elle ne pourra faire l'économie des questions suivantes :

1. Du contrôle des procédures d'investissement et des mouvements financiers internationaux ;
2. De l'enrichissement de l'agenda de la négociation commerciale internationale pour y inclure les intérêts des pays intermédiaires et des pays en développement ;
3. De l'inclusion dans les politiques mondiales des préoccupations environnementalistes et consuméristes ;
4. De la recherche d'une nouvelle synthèse entre développement économique et développement social ;
5. De la réforme du système international et notamment de la prise en compte du poids actuel et virtuel de l'Asie dans les affaires du monde.

Je vous remercie